

‘Dieu, c’est le top’ : jeunes musulmans et islamophobie

Victime d’une utilisation perverse de sa confession religieuse, la jeunesse musulmane est l’objet préféré de la polémique sur la relation de l’Europe avec l’islam.

Luz Gómez

L’Europe est un continent vieux, et de vieux. La moyenne d’âge de ses habitants est de 42 ans et 24 % de sa population est âgée de plus de 60 ans. Les musulmans européens sont jeunes : leur moyenne d’âge tourne autour de 32 ans. Nombre d’entre eux proviennent, en deuxième et autres générations, de pays arabes, ceux-ci effectivement jeunes, fruit du colonialisme européen dans la région jusque tard dans le XX^{ème} siècle. Dans ces pays, la population est très jeune : 70 % est âgée de moins de 30 ans. L’islamophobie est à la fois vieille et jeune : certains font remonter le conflit non résolu de l’Europe avec l’islam à Charlemagne, à l’origine de l’Europe même. Il est inutile d’aller si loin. Ce qui nous intéresse ici, c’est sa manifestation actuelle. L’islamophobie en tant que conflit consiste, en bonne mesure, en sa négation permanente, tacite ou exprimée, par l’*establishment* politico-médiatique, principalement.

La définition d’« islamophobie » fait toujours objet de discussion, voire même on nie catégoriquement son existence. En France, le débat intellectuel utilise la malléabilité du concept en tant qu’arme pour approfondir une nouvelle brèche idéologique au-dessus de la brèche classique entre gauche et droite : gentillistes/néo-laïcistes. Les adversaires des « gentillistes » les accusent d’avoir recours à « l’invention » de l’islamophobie pour ne pas reconnaître que les communautés musulmanes sont responsables de leur manque d’intégration sociale et leur acquiescement à l’islam politique. Les « gentillistes » attribuent aux « néo-laïcistes » la manipulation des valeurs républicaines en niant la possibilité du fait que le terme même d’« islamophobie » existe, puisque le reconnaître supposerait reconnaître la légitimité de la demande d’un espace pour la religion dans la sphère publique. En Espagne, le mot « islamophobie » n’est pas recueilli dans le Dictionnaire de la Langue Espagnole publié par la Real Academia Española, ce qui suppose, du moins à l’effet lexicographique officiel, que l’islamophobie n’existe pas. En Grande-Bretagne, et malgré le fait que cette expression a commencé son chemin à la fin des années quatre-vingt-dix après la publication du rapport *Islamophobia: a Challenge for Us All*, du Run-

neymede Trust, l’islamophobie, comme bien d’autres choses qui déplaisent, est attribuée de préférence aux problèmes de l’Europe continentale, que l’on montre du doigt pour ne pas avoir su gérer le multiculturalisme selon le modèle britannique.

Dans ce contexte, les jeunes musulmans européens sont devenus l’objet préféré de la polémique sur la relation de l’Europe avec l’islam aux dépens d’écarter du débat le caractère transversal de leur indignation, partagée avec le reste de leur génération au-dessus de toute appartenance religieuse, ethnique ou du genre. Il suffit de jeter un coup d’œil aux demandes des indignés, marées et *occupy* qui sont arrivés depuis les places arabes de 2011 et du 15-M de Madrid à la Place de la République de Paris, en ce printemps 2016.

En tant que synthèse, nous pouvons établir trois divisions iconiques autour de l’islamophobie et la jeunesse musulmane européenne : l’islamophobie du hijab, l’islamophobie du jihadisme et l’islamophobie des réfugiés. Chacune d’entre elles marque à son tour un temps dans la conformation de l’imaginaire de l’islam-menace. Cependant, et étant donné qu’elles avancent sans solution de continuité, la boucle islamophobe ne cesse de croître.

Le hijab et la citoyenneté

Dans une interview d’il y a plus de 20 ans dans *Le Monde* (24/12/1994), Abdallah ben Mansour – pour lors présenté comme « une personnalité en plein essor de la communauté musulmane de France, âgé de 35 ans, d’origine tunisienne (...) secrétaire général de l’Union d’organisations islamiques de France depuis sa fondation en 1983 », et aujourd’hui un activiste islamique très critique vis-à-vis de la gestion officielle de l’islam en Europe – signalait la formation des imams, l’ouverture de lieux de culte et l’usage du voile dans les écoles comme des questions à réformer légalement pour dépolitiser l’islam en France et pour dégager « les rancœurs et les frustrations qui encouragent la radicalisation ». Le chemin parcouru depuis lors a été exactement inverse : la politisation de l’islam, aussi bien

Luz Gómez, professeure d’Études arabes et islamiques de l’Université Autonome de Madrid.

par les gouvernants que, presque toujours de façon réactive, par les propres musulmans. Même si habituellement le discours médiatique et officiel établit la relation à l'envers : la réponse politique et policière des gouvernements serait une conséquence de la radicalisation des musulmans, en particulier des jeunes des dites « deuxièmes générations ».

La loi interdisant le port du hijab dans les écoles, lancée sous Nicolas Sarkozy en 2004, pour lors ministre de l'Intérieur, a été suivie en 2011 par celle qui interdit l'usage du *niqab* dans les lieux publics, ratifiée par la Cour européenne des Droits de l'Homme en 2014. On ignore les données de l'impact que ces lois ont pu avoir sur l'abandon scolaire ou la réclusion des femmes dans le foyer, ce qui est en soi éloquent : il s'agirait de dommages collatéraux face à la priorité nationale du modèle laïciste, bien que celui-ci puisse se révéler exclu. Le dit « féminisme de l'égalité » a applaudi ces deux mesures, en méprisant les arguments que certains secteurs du féminisme critique ont esquivés au sujet du caractère euro-centrique et même xénophobe sous-jacent dans sa justification. Tout cela a été mis en relief récemment dans les affirmations de la ministre française de la Famille, l'enfance et les droits des femmes, Laurence Rossignol, au sujet de la commercialisation de mode dirigée aux musulmanes par les grandes marques commerciales. La ministre a déclaré à la radio RMC (30/03/2016) au sujet des vêtements et des maillots de bains qui ne laissent à découvert que les pieds et les mains que « bien sûr, il existe des femmes qui choisissent, et qu'il existait des noirs afri... noirs américains qui étaient pour l'esclavage » ; lorsqu'on lui a demandé une explication, elle s'est rétractée du mot « noir », mais elle a soutenu le reste.

En Espagne, les batailles légales aussi bien au sujet du hijab que du *niqab*, bien que minoritaires par rapport à la France, reflètent la décentralisation caractéristique de la gouvernance du pays. Les administrations autonomiques, responsables de l'éducation publique, se sont inhibées lorsqu'une école, à Madrid ou en Catalogne, a établi des normes sur la tenue limitant l'utilisation du hijab. D'un autre côté, certaines mairies ont pris l'initiative d'interdire l'accès aux services publics en portant le *niqab*. Résultat : dans les deux cas, une judiciarisation des processus, qui jusqu'ici a été résolue en faveur de la liberté d'expression des croyances religieuses. Mais la polémique, servie en termes de liberté et de sécurité, a préparé le terrain à des pulsions islamophobes inconnues dans la société espagnole il y a cinq ans.

Arrivés à ce point-là, on peut se demander si ce n'est pas le modèle de citoyenneté que l'on discute, mais plutôt la notion même de citoyenneté égalitaire et inclusive, en tant qu'élément constitutif de la vie politique européenne. C'est là que les partis xénophobes en plein essor, vieux et nouveaux – le Front national (France), Aube Dorée (Grèce), Pegida (Allemagne) ou

le Parti pour la Liberté (Hollande) – ont trouvé un bouillon de culture.

Jihadisme et construction d'un islam européen

L'irruption du terrorisme jihadiste sur le territoire européen a supposé un point d'inflexion dans la construction de la narration islamophobe. Les arguments sécuritaires sont venus au secours des « civilisationnels », comme on a pu le voir lors de la discussion sur l'usage du *niqab*, qui mélange les arguments civiques-illustrés du laïcisme avec des éléments d'ordre public. En lignes générales, le débat sur les modèles d'intégration des musulmans, ayant caractérisé la décennie 1995-2005, s'est vu dépassé par celui de la sécurité collective que les musulmans, montrés comme essentiellement enclins à la ségrégation, mettaient en danger.

Comme pour bien d'autres questions de l'histoire contemporaine, la « guerre contre la terreur », qui a conduit à l'occupation de l'Irak en 2003, a été fondamentale dans l'essor au jihadisme, puisqu'elle a réveillé la rancœur d'une partie de la population musulmane européenne, qui l'a ressentie comme une agression xénophobe. Chérif Kouachi, l'un des auteurs de l'attentat contre l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* en 2015, a confessé lors de sa première détention, en 2010, avoir commencé son voyage vers le jihadisme après avoir vu à la télévision les images des vexations aux musulmans dans la prison irakienne d'Abou Ghraib. Les frères Kouachi avaient passé une partie de leur enfance dans un centre d'accueil de l'État français. Quinze ans plus tard, le premier ministre, Manuel Valls, vient d'annoncer la création de 12 « centres de déradicalisation » pour les individus « que nous ne pouvons pas mettre en prison ». Selon ces données, actuellement il y a 9 000 Français « d'un total de six millions de musulmans » sous surveillance pour avoir présenté des tendances radicales. L'équation se résout d'elle-même : radicalisme est synonyme de jihadisme, et jihadisme de jeunes musulmans.

En Espagne, le gouvernement l'a formulée même avant la France. Le ministre de l'Intérieur, Jorge Fernández Díaz, a présenté en décembre 2015 l'initiative « Stop Radicalismes » pour que les citoyens participent de façon anonyme dans la dénonciation de personnes présentant de supposés signes de radicalisme (signalons que l'on ne parle pas de terrorisme, mais de radicalisation, concept absolument délicat). En mars 2016, à travers le courrier électronique, l'application informatique et le téléphone mis à disposition à cet effet, 1 162 appels avaient été reçus, dont 48 % présentaient « un intérêt policier », selon le ministre. Amparo Sánchez Rosell, activiste reconnue dans la construction d'un islam espagnol, a dénoncé depuis la Plateforme Citoyenne contre l'Islamophobie cette initiative, propre d'un État policier, qui viole des droits fondamentaux, puisque le ministère fait appel à la subjectivité individuelle de ce que chaque citoyen considère comme « radical » au lieu de respecter la définition juridique des délits terroristes.

Pour les autorités européennes en général, l'islam est en soi terroriste. Ceci se voit aussi bien dans leur discours idéologique que dans les actions concrètes des institutions de l'État. L'on retrouve un exemple d'à quel point on assume cette assimilation entre terrorisme et islam dans la récente action de la police de Manchester, lors d'une simulation d'un attentat terroriste dans le métro, où les acteurs qui interprétaient les jeunes assaillants criaient *Allahou akbar* (« Dieu c'est le top », pourrait être une traduction adéquate en jargon jeune des jihadistes suicidaires, mais qui est une expression quotidienne de la piété musulmane comprise généralement comme « Me remettre aux mains de Dieu est plus important que quoi que se soit d'autre »).

Le jihadisme et l'islamophobie sont devenus ainsi, en termes d'égalité, les grands ennemis de ceux qui font face au défi de construire un islam européen. La métaphore de l'Eurabie, créée par l'extrême droite, met en circulation le dangereux message selon lequel la naturalisation de l'islam en Europe serait une stratégie de certaines puissances étrangères (Maroc, Algérie, Pakistan, Turquie, ou de façon plus évasive le « wahhabisme saoudien ») pour s'immiscer dans les affaires nationales, une sorte de cinquième colonne, qui ferait chanter les gouvernements avec le terrorisme. Face à la force de ces simplifications irrationnelles, la réalité, qui dit par exemple que 86 % des musulmans de Grande-Bretagne placent leur identité britannique au-dessus de leurs autres appartenances confessionnelles ou ethniques, ce qui les place trois points au-dessus de la moyenne nationale, ne peut pas faire grand-chose.

La crise des réfugiés et l'Europe des nationalismes

Lorsque la crise européenne des réfugiés a éclaté en 2015, un nouveau stigmatisme islamophobe, plus grave encore s'il est possible que les précédents, est venu s'ajouter : celui de l'islam des parias, rouleau compresseur de l'Europe des nations. Les phobies de l'islam-hijab, antithèse de la civilité européenne, et de l'islam-jihad, menace à la sécurité occidentale, étaient, d'une certaine façon, « justifiées » dans la mesure où le genre ou l'idéologie représentaient des subterfuges où se cachait l'attaque contre l'islam dans son ensemble. Avec l'arrivée des réfugiés, l'extrême droite a trouvé l'argument qu'elle cherchait pour stigmatiser la communauté musulmane entière.

Étant donné que la plus grande partie des 1,1 millions de réfugiés qui, selon l'UNHCR, sont arrivés en Grèce ces 15 derniers mois est d'origine syrienne (57 %), afghane (22 %) et irakienne (5 %), il a été simple pour la narration islamophobe d'établir le lien entre l'islam, confession majoritaire des réfugiés, et les problèmes politiques et sociaux provoqués dans les États récepteurs ou de transit. En quelques mois, les groupes xénophobes européens se sont réarmés en agitant la peur des réfugiés en tant

que drapeau nationaliste. En Autriche, ils ont été sur le point de remporter la présidence de la République ; en Hongrie et en Pologne ils ont la majorité parlementaire. Il n'y a que dans les pays du Sud (Espagne et Portugal surtout, Italie et Grèce dans une moindre mesure) où leur essor est minime. Voilà un indice sur lequel réfléchir en termes de solidarité et de cohésion européennes.

Une autre donnée du profil des réfugiés est tout aussi significative : leur moyenne d'âge est de 23 ans. Une fois encore, la « menace » contre la civilisation et la sécurité provient d'un collectif jeune. Dans ce sens, la délinquance organisée s'est alliée à l'islamophobie pour transformer, du moins face à l'opinion publique, les événements du Réveillon de 2015 à Cologne, encore non éclaircis, en un harcèlement sexuel massif d'hordes hors contrôle de jeunes réfugiés musulmans.

Les gouvernements de l'UE, avec leur paralysie et leur incompétence, ont aggravé la crise. Leur fixation sur les sujets sécuritaires a préparé le terrain au discours populiste antimusulman, qui a trouvé une nouvelle tête de turc dans les réfugiés, suspects aussi, par extension, de terrorisme. L'UE n'a géré comme politique commune que la fermeture de ses frontières, étrangère au fait que le voyage du jihadisme commence en Europe, dans les ghettos physiques et psychologiques de ses capitales. Ce sont les jeunes européens qui partent librement vers le Proche-Orient à la recherche d'une utopie rédemptrice, et non à l'inverse. Il s'agit de citoyens de l'UE, et celle-ci ne peut pas leur fermer la frontière à leur retour, sous peine de mettre fin à l'État de Droit, un pas que l'on n'a pas assumé, du moins pour l'instant : le président français, François Hollande, a dû ajourner son projet de loi voulant retirer la citoyenneté française aux personnes condamnées pour terrorisme ayant la double nationalité.

L'essor de l'islamophobie et des attentats jihadistes n'est pas une fatalité, ni le dessin d'un esprit malade tout-puissant, que ce soit l'extrême droite européenne ou le wahhabisme, respectivement. C'est le résultat de la stratégie européenne erronée en matière de politique étrangère, d'économie, d'éducation et de prisons. Car l'islamophobie tout autant que le jihadisme est politique, ces deux phénomènes ne sont pas plus liés à l'islam qu'à sa manipulation. Une récente étude du Future Center et du Al Mesbar Center de Dubaï sur plus de 45 000 tweets en arabe appelant au jihad, montre que 78 % des messages utilisent des arguments sociopolitiques, et non religieux. Ainsi, c'est la politique qui nourrit l'islamophobie lorsque cela est électoralement profitable pour des hommes politiques comme Geert Wilders en Hollande ou Xavier García Albiol en Catalogne, pour ne citer que deux exemples bien connus. Les jeunes musulmans européens sont les premières victimes de la façon dont on a surdimensionné perversément leur confession religieuse, ce qui les conduit à un exercice continu de « bonnes manières » pour gagner le droit à la citoyenneté garanti aux autres Européens. La notion même d'une Europe commune et égalitaire est la deuxième victime. ■